

Causerie sur la Loi-Cadre prononcée par Mr. MADYBA
à Radio-A.E.F. le 9 Février 1957.-

Avant d'aborder la causerie que je me suis proposé de faire aujourd'hui, je dois d'abord avertir mes auditeurs qu'il n'entre pas dans mes intentions de commenter la loi cadre. Ma seule intention est d'essayer de donner une idée générale de cette réforme fondamentale. Elle ne deviendra définitive que lorsque le Conseil de la République aura également donné son accord.

Comme vous le savez, le Gouvernement de la République, toujours soucieux d'associer plus étroitement les africains à la gestion de leurs propres affaires a mis en oeuvre, par la loi du 23 juin 1956, dite loi cadre, une série de mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du Ministère de la France d'Outre Mer.

Ces textes qui viennent d'être soumis à l'examen du Conseil de la République, prévoient en effet :

- la modification du rôle et des pouvoirs d'administration et de gestion des Hauts Commissaires dépositaires des pouvoirs de la République dans les T.O.M.
- l'institution dans tous les territoires des conseils de gouvernement qui sont des organismes nouveaux.
- l'extension des attributions délibératives des Assemblées Territoriales, c'est-à-dire de leur pouvoir de décision sur les matières de leur compétence. Elles ont aussi des attributions consultatives sur lesquelles l'administration sollicite seulement leur avis sans être obligée de les suivre. Dans la pratique l'administration suit toujours dans la plus large mesure possible ces avis.
- l'institution des conseils de circonscriptions administratives dans les régions et districts et de collectivités rurales.
- la réforme des services publics dans nos territoires tendant à la définition, d'une part des services d'Etat et d'autre part des services territoriaux.
- enfin "l'entreprise de toutes mesures tendant à élever le niveau de vie dans nos territoires, à y favoriser le développement économique et le progrès social".

Ce ne sont là que des mesures d'ensemble. La loi cadre n'a tracé qu'un champ d'action. La mise en application de ces mesures doit sortir de l'application des décrets qui ont suscité des débats animés à l'Assemblée Nationale. Ces débats ont débuté le Mardi 22 janvier et se sont terminés le 26 Janvier par l'adoption des principaux décrets d'application de la loi cadre. Le Conseil de la République va maintenant être appelé à en discuter.

Les premiers décrets portent réorganisation de l'A.O.F. et l'A.E.F., créent des conseils de gouvernement entièrement élus par les Assemblées territoriales, fixent leurs attributions et celles des Assemblées territoriales.

Ils prévoient à l'échelon du groupe de territoires un Haut-Commissaire chef du groupe de territoires et une Assemblée dite Grand Conseil entièrement élue par les Assemblées Territoriales. A l'échelon des quatre territoires de la Fédération (Tchad, Oubangui, Moyen-Congo, Gabon), un chef de territoire, un conseil de gouvernement et une assemblée territoriale qui sera élue au suffrage universel des deux sexes et au Collège unique. La radio nous apprend hier que les élections à l'Assemblée Territoriale auront lieu le 31 Mars selon le mode de scrutin majoritaire de liste.

Je vais sommairement, en partant de la base, vous indiquer les attributions de ces différents organismes sous réserve des modifications que le Conseil de la République pourrait y apporter.

1° - Assemblées territoriales. Le nombre de membres de chaque Assemblée de l'A.E.F. qui sont tous élus est le suivant :

Tchad : 65
Oubangui : 50
Moyen-Congo : 45
Gabon : 40

Les attributions essentielles de ces Assemblées sont les suivantes :

- L'Assemblée territoriale prend des délibérations portant règlements territoriaux dont certains sont susceptibles d'être assortis de peines sur la création et la suppression des services publics territoriaux, le statut général des agents des cadres territoriaux, l'organisation coutumière, l'organisation économique, l'hygiène publique, l'urbanisme, l'enseignement et le régime des bourses, sur l'assiette et le tarif de tous les impôts territoriaux, sur le plan d'équipement et de développement du Territoire.

Elle est obligatoirement consultée pour avis sur l'organisation des services publics et des chefferies, les statuts des agents territoriaux, le code du travail, la Sécurité Sociale, le régime des communes mixtes, l'encouragement à la production.

Enfin, comme auparavant elle vote le budget du territoire.

2° - Le Conseil du Gouvernement. Il y eut de longues discussions à l'Assemblée Nationale sur la composition des Conseils de gouvernement. La plupart de nos parlementaires intervinrent. On entendit tour à tour M. LISETTE, député Maire de Fort-Lamy qui préconisa une autonomie interne dans le sein de l'Union Française; M. AUBAME, député du Gabon qui demanda que cette période d'adaptation s'effectue par étapes. La plupart de nos parlementaires africains exprimèrent leur opinion. Finalement l'Assemblée adopta la solution suivante : aux côtés du gouverneur, chef du territoire, et dépositaire des pouvoirs de la République, siégera un conseil de gouvernement, composé de 6 à 12 conseillers, ayant titre de Ministre et élus par l'Assemblée Territoriale.

Le conseiller du gouvernement élu en tête de liste prend le titre de Vice-Président du Conseil de Gouvernement.

A côté des attributions collégiales nombreuses et importantes de ces nouveaux conseils de gouvernement, j'insiste particulièrement sur les attributions individuelles des nouveaux ministres des territoires. Ils sont chargés, par délégation du chef de territoire, de la gestion d'un ou de plusieurs services publics territoriaux. Chacun des conseillers-ministres est responsable devant le chef de territoire du secteur d'activité dont il est chargé. Il prend toute décision intéressant la marche des affaires. Il présente au chef de territoire en conseil de gouvernement les affaires instruites par ses services. Il les défend devant l'Assemblée territoriale. Il est chargé d'assurer l'exécution par ses services des décisions du chef de territoire, du conseil de gouvernement et des délibérations de l'Assemblée territoriale.

3° - Grand Conseil. Les Grands Conseillers restent élus par l'Assemblée territoriale de chaque territoire.

Il a des attributions délibératives portant sur la réglementation applicable à l'ensemble des territoires du groupe et dont certaines peuvent être assorties de peines, sur l'assiette, la perception, les tarifs des droits, taxes profitant au budget du groupe de territoires, y compris les droits de douane à l'entrée et les droits sur les produits miniers et pétroliers à la sortie, le domaine du groupe, les professions libérales, la lutte contre les endémies, la navigation intérieure, les caisses d'épargne etc...

Il a des attributions consultatives sur l'organisation des services communs, le code du travail.

Il continue à voter le budget du groupe.

Dans sa nouvelle formule le Grand Conseil a des attributions d'arbitrage importantes ayant trait à la coordination de la réglementation en matière fiscale et économique et au cas où les délibérations d'une Assemblée territoriale porteraient préjudice à un autre territoire.

4° - Le Haut-Commissaire en plus de ses pouvoirs réglementaires devient également chef du groupe de territoires. A ce titre il est l'élément coordinateur indispensable de l'activité économique et financière du groupe de territoires dont il gère les intérêts communs ainsi que les installations et les divers équipements de base du groupe.

+
+ +

Le Parlement Métropolitain (Assemblée Nationale et Conseil de la République) a également adopté en décembre 1956 des décrets fixant les services de l'Etat et organisant les services publics civils en A.E.F.

.../...

- les services d'Etat relevant des pouvoirs du Haut-Commissaire en tant que dépositaire des pouvoirs de la République ont pour mission d'assurer la cohésion politique, culturelle, économique et financière ainsi que la sécurité sociale dans le groupe de territoires.

Ce sont : les cadres des Gouverneurs et Administrateurs de la F.O.M. notamment chefs de régions et de districts, les magistrats des tribunaux judiciaires de droit français, l'armée, la gendarmerie, la police d'Etat, le Trésor, l'Aéronautique Civile, L'Inspection du Travail, la Radiodiffusion, l'Enseignement supérieur etc...

- Les services territoriaux relevant des chefs de territoire en Conseil de Gouvernement après avis des Assemblées Territoriales. Ils comprennent tous les services publics du Territoire qui ne relèvent pas des services d'Etat. L'africanisation des cadres territoriaux doit être activement entreprise dans ces services afin que les Africains déjà fonctionnaires ou sortant des écoles et titulaires de diplômes puissent accéder dans le délai d'un an à tous les échelons de ces cadres territoriaux.

Nous voyons donc que la loi cadre forme un tout homogène. Elle comporte des dispositions administratives, économiques et politiques dont parmi ces dernières le suffrage universel des deux sexes et le collège unique sont déjà entrés en application. J'ajouterai même que sans attendre les décrets d'application de la loi-cadre et sur les recommandations de M. le Haut-Commissaire Paul CHAUVET, les Gouverneurs, chefs de territoires, ont voulu marquer que l'africanisation des cadres n'était pas une promesse sans lendemain en nommant à des postes de confiance certains de nos concitoyens choisis parmi les plus méritants; c'est ainsi qu'ont été désignés pour les postes d'adjoints aux chefs de district de M'Bigou, Makokou (au Gabon) Souanké (au Moyen-Congo) MM. FAGUINOVENY, originaire du Gabon

MOUDJIEGOU également originaire du Gabon

KOUNKOU Pierre originaire du Moyen-Congo

qui appartiennent au cadre supérieur des Secrétaires d'Administration des Services administratifs et financiers. D'autres nominations sont d'ailleurs à l'étude et interviendront dans un délai proche.

Je rappelle en terminant que Radio-AEF diffuse au cours de ses programmes une rubrique appelée "je sais tout". Vous pouvez lui adresser vos questions auxquelles il sera répondu aussi rapidement que possible.